

Monitrices et moniteurs de natation en milieu scolaire : quelles responsabilités

Question

Sur recommandation du Département de l'instruction de la culture et du sport (DICS), de nombreux cercles scolaires organisent des cours de natation pour les élèves de classe primaire. Des monitrices et moniteurs de natation indépendants œuvrent donc aujourd'hui dans de nombreuses communes de notre canton.

Dans la plupart des cas, ces monitrices et moniteurs ne sont pas au bénéfice d'un contrat de travail, et ne sont donc pas non plus assurés en responsabilité civile. L'accident survenu à Châtel-St-Denis il y a quelques années a mis en lumière la douloureuse problématique des responsabilités qu'il y a lieu de définir en cas d'accident.

Sur la question du niveau de formation et de la qualité de l'enseignement, il est à relever que bien que la DICS incite les cercles scolaires à mettre sur pied des cours de natation, celle-ci n'en assure la responsabilité ni au niveau du suivi de la formation des monitrices et moniteurs, ni en terme de contrôle de la qualité de l'enseignement dispensé.

Pour poursuivre leurs activités en toute quiétude, les monitrices et moniteurs de natation évoluant dans les classes primaires de notre canton souhaitent que quelques points soient éclaircis. Je m'en fais leur porte-parole et j'invite donc le Gouvernement à répondre aux questions suivantes :

1. Est-ce que la DICS entend continuer à inciter les cercles scolaires à mettre sur pied des cours de natation ?
2. La DICS a-t-elle le contrôle du niveau de formation et des compétences pédagogiques des monitrices et moniteurs engagés par les cercles scolaires ? Si oui, de quelle manière ceci est-il vérifié ?
3. De quelle manière et selon quels critères la DICS entend-elle vérifier de manière systématique la qualité de l'enseignement dispensé ?
4. Ne serait-il pas judicieux de viser une uniformisation des programmes et du niveau de formation des monitrices et moniteurs ?
5. A qui incombent les responsabilités en cas d'accident ? Aux monitrices et moniteurs ? Aux cercles scolaires ? Aux communes ? Aux enseignants titulaires ?
6. Que pense la DICS d'une obligation pour le canton et/ou les communes de contracter avec les monitrices et moniteurs, donc d'endosser également la responsabilité, la formation, les salaires ?

Le 1^{er} septembre 2009

Réponse du Conseil d'Etat

La question de la responsabilité du corps enseignant et d'intervenants autres dans l'enseignement est souvent posée auprès de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS), notamment dans le domaine de la natation. Depuis plusieurs années, la DICS informe le corps enseignant, les directions d'école, les inspecteurs

scolaires, les commissions scolaires et les communes sur ces questions. De nombreux cours-conférences (près de 50) ont été dispensés dans tout le canton (cercles scolaires primaires, écoles du degré secondaire I et II, Haute Ecole pédagogique, Institut du sport de l'Université, conférences des inspecteurs et des directeurs, réunions d'arrondissement, réunions des responsables d'établissement, associations professionnelles du corps enseignant, etc.). Les enseignants et enseignantes d'éducation physique et de sport ont également reçu des informations à plusieurs reprises lors de réunions particulières. Une page web sur le site internet de la DICS et portant sur la responsabilité de l'enseignant ou de l'enseignante en cas d'accident est actuellement en préparation. Enfin, des directives particulières sur la sécurité de l'enseignement du sport en milieu scolaire compléteront dans un proche avenir les directives existantes. Les réponses ci-après abordent les thèmes principaux traités lors de ces présentations.

1. Est-ce que la DICS entend continuer à inciter les cercles scolaires à mettre sur pied des cours de natation ?

A l'heure actuelle, la mise sur pied de cours de natation dans le cadre des leçons d'éducation physique relève des communes et est facultative. Le Conseil d'Etat entend faire un pas supplémentaire ; dans sa réponse du 25 août 2009 à la motion populaire « *Des cours de natation pour tous les élèves fribourgeois* » (n° 1508.09), il s'est déterminé comme suit : « *S'agissant des modalités, le Conseil d'Etat entend inscrire dans les plans d'études, voire dans des dispositions réglementaires, l'enseignement de compétences aquatiques destiné à sensibiliser les élèves aux risques liés à l'eau et à leur apprendre les réflexes de survie en cas d'urgence. Il n'est en effet pas indiqué d'inscrire une discipline particulière – la natation pas plus que les mathématiques par exemple – dans la loi scolaire* ». Ainsi, sous réserve des difficultés mentionnées dans ladite réponse et des solutions à envisager, en particulier sous l'angle des infrastructures à disposition, le Conseil d'Etat envisage de rendre obligatoire, par le biais des plans d'études, l'enseignement de compétences aquatiques à l'école.

2. La DICS a-t-elle le contrôle du niveau de formation et des compétences pédagogiques des monitrices et moniteurs engagés par les cercles scolaires ? Si oui, de quelle manière ceci est-il vérifié ?

Les directives en matière de natation dans le cadre scolaire exigent notamment la présence active de deux personnes dont l'une au moins doit être titulaire du brevet de sauvetage de la Société suisse de sauvetage (SSS). Ce brevet constitue le titre de référence en matière de sécurité et d'enseignement de la natation à l'école. Le cours, sans l'examen, dure au moins 23 heures et traite les sujets suivants :

- Reconnaître les dangers dans, sur et autour de l'eau
- Connaissances et maniement des engins de sauvetage
- Techniques de dégagement et de transport
- Saut de sauvetage dans l'eau
- Orientation sous l'eau
- Mise à l'abri d'une personne
- Connaissances de base en anatomie, CPR et en secourisme.

A noter également que, pour être admise au cours, la personne doit être un nageur ou une nageuse sûr-e et se soumettre à un « test d'entrée » (nage d'endurance, plongée, saut, nage en position dorsale).

La validité du brevet étant limitée à deux ans, le suivi d'un cours de recyclage bisannuel est exigé. Le cours de recyclage est organisé chaque année par le Service cantonal du sport. Les thèmes relatifs à la sécurité, l'organisation, les premiers secours et la pratique sont traités selon une base de travail de la SSS.

Quant à la formation pédagogique, une enquête effectuée en 2005 par le Service du sport a démontré que tous les moniteurs et toutes les monitrices de natation engagés par les

communes, à ce moment-là, avaient une formation pédagogique pour l'enseignement de la natation. Celle-ci va d'une formation « Jeunesse et Sport » à une formation de maître ou maîtresse d'éducation physique. Une nouvelle enquête est prévue prochainement portant sur l'encadrement des cours de natation ainsi que sur la formation des moniteurs et monitrices.

Enfin, bien qu'il appartienne aux communes, en tant qu'employeurs, de s'assurer de la formation initiale et continue des moniteurs et monitrices de natation, une formation de didactique de la natation, pour l'ensemble des moniteurs et monitrices engagés par les communes, sera mise sur pied dès l'année scolaire 2010/11 par le Service du sport avec l'objectif d'augmenter les compétences d'organisation, de direction et de gestion d'un cours de classes d'école enfantine, primaire et secondaire, tout en planifiant et en réalisant l'enseignement de l'accoutumance à l'eau et de la natation selon un fil rouge défini par les plans d'études.

3. De quelle manière et selon quels critères la DICS entend-elle vérifier de manière systématique la qualité de l'enseignement dispensé ?

Dès le moment où la natation sera inscrite dans les plans d'étude et deviendra, à ce titre, obligatoire pour les élèves fribourgeois, le contrôle de la qualité de l'enseignement s'effectuera comme pour les autres branches d'enseignement régulièrement évaluées, à l'école enfantine et primaire, par les inspecteurs et inspectrices scolaires ou les conseillers et conseillères pédagogiques.

Toutefois, il sied de rappeler que les moniteurs et monitrices de natation sont, en l'état, employés par les communes et qu'il appartient à ces dernières de vérifier que les prestations et les aptitudes des moniteurs et monitrices répondent à leur cahier des charges. La DICS n'a pas de compétences propres s'agissant du statut professionnel des moniteurs et monitrices de natation, contrairement aux enseignants et enseignantes titulaires de classe qui accompagnent les moniteurs et monitrices à la piscine.

4. Ne serait-il pas judicieux de viser une uniformisation des programmes et du niveau de formation des monitrices et moniteurs ?

Comme souligné dans la réponse du Conseil d'Etat du 25 août 2009 à la motion populaire « *Des cours de natation pour tous les élèves fribourgeois* », « *De concert avec plusieurs partenaires, la CDIP [Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique] a suscité des travaux en vue de développer le potentiel d'amélioration de la situation existante. Des critères et des recommandations devraient d'ici peu pouvoir être déterminés dans trois champs d'action situés dans le contexte scolaire : les qualifications du corps enseignant et des autres intervenants, des précisions quant aux responsabilités respectives des acteurs et aux dispositions contractuelles relatives aux infrastructures de natation, ainsi que les objectifs prioritaires, les plans d'études, les modalités et les ressources d'enseignement* ».

Le Conseil d'Etat est aussi d'avis qu'il serait judicieux de tendre vers une harmonisation, tant dans les programmes d'enseignement que dans la formation des moniteurs et monitrices. Dans l'attente des résultats des travaux de la CDIP, l'entrée en vigueur dès 2011 du plan d'étude romand (PER) et ultérieurement du Lehrplan 21 permettra d'orienter plus précisément les moniteurs et monitrices sur les programmes d'enseignement. En ce qui concerne le niveau de formation, celui-ci pourra être assuré par la formation continue qui sera mise sur pied de manière cyclique dès l'année scolaire 2010/11.

5. A qui incombent les responsabilités en cas d'accident ? Aux monitrices et moniteurs ? Aux cercles scolaires ? Aux communes ? Aux enseignants titulaires ?

Responsabilité civile :

En application de la loi du 16 septembre 1986 sur la responsabilité civile des collectivités publiques et de leurs agents (RSF 16.1), les collectivités publiques répondent du préjudice que leurs agents causent d'une manière illicite à autrui dans l'exercice de leurs fonctions (art. 6 al. 1). Par agents, l'on entend (art. 3) :

- a) les membres des autorités, des organes et des commissions des collectivités publiques ;
- b) les membres du personnel de ces collectivités, qu'ils aient un statut de droit public ou un statut de droit privé ;
- c) toute autre personne exerçant une fonction publique au service de ces collectivités.

Ainsi, les moniteurs et monitrices de natation à l'école primaire sont des employés communaux ou exercent, en tant qu'indépendants, une fonction publique au service des communes. A ce titre et conformément à la loi précitée, ils sont couverts en responsabilité civile par la commune qui les emploie. Les lésés ne peuvent faire valoir aucune prétention contre eux. La commune qui a réparé le préjudice causé à un tiers dispose d'une action récursoire contre le moniteur ou la monitrice qui a causé le préjudice uniquement s'il ou elle a violé intentionnellement ou par négligence grave ses devoirs de fonction (art. 11).

Les enseignants et enseignantes titulaires de classe qui accompagnent les moniteurs et monitrices de natation à la piscine sont quant à eux des employés d'Etat. Ils sont couverts en responsabilité civile par l'Etat, en vertu de la même loi, aux mêmes conditions définies ci-dessus.

En conclusion, ce sont les employeurs respectifs qui répondent civilement des dommages causés à des tiers par leurs employés. Une action récursoire contre ces employés n'est possible qu'en cas de négligence grave ou de fait intentionnel.

Responsabilité pénale :

Si une procédure pénale était introduite à l'encontre d'un moniteur ou d'une monitrice de natation pour une infraction réprimée par le code pénal suisse (par ex. lésions corporelles par négligence), cette procédure – et ses conséquences – devront être assumées par le moniteur ou la monitrice. A ce titre, les employé-e-s d'Etat, en l'occurrence les enseignants et enseignantes, peuvent bénéficier d'une assistance juridique gratuite aux conditions de l'article 127 de la loi sur le personnel de l'Etat. Les communes sont libres d'en faire de même avec leurs employés.

6. Que pense la DICS d'une obligation pour le canton et/ou les communes de contracter avec les monitrices et moniteurs, donc d'endosser également la responsabilité, la formation, les salaires ?

Comme indiqué plus haut (question 5), le fait d'employer un moniteur ou une monitrice engage la responsabilité de la collectivité publique concernée, indépendamment de l'existence d'un contrat écrit. S'agissant de la formation, réponse est donnée au point n° 2. Enfin, les salaires dépendent de la politique salariale de la collectivité concernée.

Fribourg, le 1^{er} décembre 2009